

DELIBERATION N° 91/03-10 - AUTORISATION D'ESTER EN JUSTICE

Monsieur REMY, rapporteur, indique à l'Assemblée que par jugement en date du 29 Janvier 1991, le Tribunal Administratif a annulé la décision de licenciement d'un agent administratif auxiliaire à temps partiel.

Afin d'engager la procédure en appel auprès du Conseil d'Etat, il est nécessaire de désigner un avocat auprès de cette instance.

*LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré,
par 25 voix pour et 4 contre, décide :*

- d'autoriser Monsieur le Maire à ester en justice auprès du Conseil d'Etat en appel du jugement du Tribunal Administratif du 29 Janvier 1991,*
- de désigner Maître FOUSSARD, Avocat au Conseil d'Etat,*
- d'inscrire les crédits nécessaires au budget primitif 1991.*